



REPÚBLICA
PORTUGUESA

MINISTRO DA SAÚDE

**18e conférence ministérielle du Groupe Pompidou "Les droits de
l'homme au cœur des politiques en matière de drogues et de
toxicomanie".**

13-14 décembre 2022

(Altis Grand Hotel, salle Europa, niveau 1)

M. Bjorn Berge, Secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe
Votre Excellence le Président des Correspondants Permanents et
Directeur Général de la SICAD, João Goulão

Vice-président des correspondants permanents, M. Janusz
Sieroslowski ;

M. Denis Hubert, Secrétaire exécutif du Groupe Pompidou
Ministres et Secrétares d'Etat, Participants,

C'est avec un enthousiasme particulier que le gouvernement portugais accueille à Lisbonne la 18e conférence ministérielle du groupe de coopération sur les drogues et les toxicomanies du Conseil de l'Europe, un événement qui marque la clôture de la présidence portugaise du Groupe Pompidou.

Permettez-moi tout d'abord de saluer chaleureusement la représentation de haut niveau présente, exprimée par le nombre important de pays participants, de représentants d'organisations internationales et d'organisations de la société civile, dans un panel très diversifié qui reflète l'étendue du Groupe Pompidou.

Je tiens à exprimer notre satisfaction quant à la présence de pays comme l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Espagne (confirmez si vous ne serez présent que le 14), d'anciens membres du Groupe Pompidou et d'autres invités comme le Canada et le Saint-Siège, qui ont accepté l'invitation à participer et à discuter des perspectives d'avenir.

Je tiens également à souligner la participation de nombreuses organisations internationales et de représentants de la société civile, qui enrichissent les débats promus par le Groupe Pompidou.

Le Portugal a pris la présidence des correspondants permanents en décembre 2018, lors de la 17^e conférence ministérielle de Stavanger, avec pour mandat de mettre en œuvre la stratégie de l'Union européenne en matière d'environnement.

programme de travail "Politiques durables en matière de drogues, dans le respect des droits de l'homme".

Au cours de ces 4 années, la présidence a cherché à développer et à consolider une approche humaniste et multidisciplinaire qui privilégie la dignité des personnes, ainsi que des mesures visant à promouvoir la santé publique, à lutter contre la discrimination et la stigmatisation des personnes qui consomment des drogues et à prévenir le crime organisé et le détournement des précurseurs.

L'ambitieux programme de travail adopté à Stavanger fixait plusieurs objectifs :

- Mieux connaître et comprendre les approches de la politique en matière de drogues ;
- Nouvelles connaissances issues de la recherche et de la pratique sur la consommation et l'abus de substances psychoactives, y compris les comorbidités ;
- Contribuer au rapport coût-efficacité et à l'identification des conséquences positives et négatives des politiques connexes.

avec les drogues, en fournissant des outils, des lignes directrices et des modèles de pratiques éprouvées ;

- Soutenir les États membres dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de politiques respectueuses des droits de l'homme ;
- Visibilité internationale et reconnaissance des politiques et interventions nationales réussies ;
- des réponses flexibles pour traiter les problèmes émergents en temps opportun ; et enfin
- Amélioration des réponses politiques grâce à l'accès à des réseaux spécialisés de professionnels et à des plateformes de coopération.

Il est juste de dire que, grâce à la coopération de tous les membres, nous avons pu mettre en œuvre avec succès l'ambitieux programme de travail adopté à Stavanger. Le bilan de la mise en œuvre de ce programme de travail est clairement positif, fruit d'expériences partagées et d'une excellente coopération de tous les États membres.

Je n'entrerai pas dans des détails excessifs, puisque la prochaine séance sera consacrée au bilan des résultats obtenus au cours des quatre dernières années. Permettez-moi toutefois de souligner quelques-uns des points forts de la présidence portugaise.

Tout d'abord, l'adoption en juin 2021 du nouveau statut du Groupe Pompidou, qui réaffirme la nécessité d'une approche multidisciplinaire, la centralité de la promotion des droits de l'homme, la promotion de synergies avec des partenaires au sein et en dehors du Conseil de l'Europe, y compris les organisations de la société civile. Un élément de fond important du nouveau statut est l'extension du mandat du groupe aux comportements de dépendance liés aux substances licites (comme l'alcool et le tabac) et aux nouvelles formes de dépendance (comme les jeux d'argent et les jeux en ligne).

Cette extension du mandat est quelque chose que nous apprécions beaucoup, car au niveau national, depuis 2013, nous disposons d'une politique nationale intégrée et complète pour toutes les addictions et comportements addictifs.

Le Portugal se félicite également des nouvelles opportunités offertes par le statut révisé et le plan d'action de l'Union européenne sur les drogues, adopté en juin 2021 sous la présidence portugaise du Conseil de l'UE, pour renforcer la coopération entre le Groupe Pompidou et l'Union européenne. Je profite de l'occasion pour saluer l'ambassadrice Sofia Moreira de Sousa, chef de la représentation de la Commission européenne à Lisbonne (je confirme qu'elle sera présente le 13).

Pour mieux refléter son identité, à la fois en tant que partie du Conseil de l'Europe, et son mandat élargi, le Groupe a également changé son nom officiel de "Groupe de coopération en matière de lutte contre l'abus et le trafic illicite de drogues" en "Groupe de coopération internationale en matière de drogues et de toxicomanies du Conseil de l'Europe".

Ce nouveau statut ouvre de nouvelles perspectives au Groupe et lui offre un cadre politique et juridique ambitieux pour renforcer son action future.

Permettez-moi de remercier le Président des Correspondants permanents, le Dr João Goulão, pour son rôle moteur dans le processus d'adoption du nouveau statut et le Secrétaire exécutif du Groupe Pompidou, M. Denis Huber, pour sa contribution à cette étape historique.

Parallèlement à l'adoption du statut révisé, la célébration du 50^e anniversaire du Groupe Pompidou comprenait une série d'événements organisés tout au long de l'année 2021 sous le slogan "Les droits de l'homme au cœur des politiques en matière de drogues". Un grand événement de célébration a eu lieu le 28 octobre au Centre Pompidou à Paris, avec la participation du Président hongrois du Comité des Ministres et du Secrétaire général du Conseil de l'Europe, au cours duquel cinq décennies d'évolution de la politique en matière de drogues et les réalisations du Groupe ont été présentées, tandis que les développements récents et les activités futures visant à promouvoir une approche des politiques en matière de drogues et de toxicomanie fondée sur les droits de l'homme et la santé publique ont été discutés.

Un séminaire sur "L'évolution des politiques en matière de cannabis : expériences et enseignements", a marqué la clôture des célébrations et a réuni à Lisbonne un groupe d'experts qui ont partagé leurs expériences concernant les politiques mises en œuvre dans divers pays en matière de consommation de cannabis.

La pandémie de COVID-19 a représenté un énorme défi pour les systèmes de santé et une menace pour nos sociétés, en particulier pour les personnes qui consomment des drogues, et a obligé tout le monde, y compris les organisations internationales, à adapter leur fonctionnement et leurs méthodes de travail dans le but commun de sauver et de protéger les gens.

Je ne peux pas ne pas mentionner le travail de pionnier réalisé par le Groupe Pompidou pendant la crise de la pandémie pour créer une plateforme en ligne donnant la parole aux personnes qui consomment des drogues et à d'autres communautés marginalisées, ainsi qu'aux professionnels, ce qui a permis le partage d'expériences pour la meilleure prestation possible de soins de santé dans des conditions difficiles. La plateforme et la publication en ligne "Save Lives-Protect People".

"Covid-19 et les personnes qui consomment des drogues" a joué un rôle pertinent pour contenir la propagation du COVID-19 et prévenir les dommages aux personnes qui consomment des drogues et à celles qui sont en contact avec elles.

L'année 2021 a également été marquée par la décision du gouvernement ukrainien de rejoindre le Groupe Pompidou, après dix ans de coopération fructueuse. Cette décision fait suite à des décisions similaires prises par les autorités arméniennes et géorgiennes, qui ont rejoint le Groupe l'année précédente. Ainsi, le 1er janvier 2022, la composition du Groupe est passée à un nombre record de 42 États membres.

Quelques semaines plus tard, le nombre de ses membres a été ramené à 41, à la suite de la décision (le 16 mars) du Comité des ministres du Conseil de l'Europe d'exclure la Fédération de Russie de l'Organisation, après son agression contre l'Ukraine. Il s'agit d'une décision historique : c'est la première fois (en 73 ans d'histoire du Conseil de l'Europe) que l'article 8 du statut, qui prévoit la possibilité d'exclure un État membre, est appliqué.

qui viole les valeurs défendues par l'Organisation, a été mise en œuvre. En conséquence, la Fédération de Russie a également cessé d'être membre du Groupe Pompidou (le 23 mars de cette année).

A cette occasion, au nom du Groupe Pompidou et du gouvernement portugais, je souhaite exprimer notre solidarité absolue avec l'Ukraine.

Le Portugal a rejoint le Groupe Pompidou en janvier 1980 et a depuis lors participé activement à ses activités. Il en a assuré la présidence pour la première fois de 1997 à 2000. En 2000, lorsque le Portugal a organisé la conférence ministérielle, une nouvelle approche nationale du phénomène de la drogue a été mise en œuvre à la suite de l'adoption de la première stratégie nationale en matière de drogue, une étape importante de la politique nationale en matière de drogue qui comprenait la proposition de décriminaliser l'utilisation et la possession pour usage personnel de toutes les drogues, en dessous de quantités définies.

La décriminalisation est la composante la plus connue de notre politique, mais je dois souligner qu'elle n'est qu'un élément d'une approche globale et intégrée qui comprend la prévention, le traitement, la réduction des dommages et la réinsertion sociale. Dans le même temps, nous réaffirmons l'engagement en faveur de la réduction de l'offre et des mesures connexes, y compris l'application de la loi, la lutte contre le blanchiment d'argent et la coopération judiciaire.

Au cours des 22 dernières années, le Portugal a mis en œuvre une politique fondée sur les principes de l'humanisme et du pragmatisme. En tant que présidence, notre objectif a été de promouvoir l'échange d'enseignements et le partage des connaissances sur cette approche centrée sur la santé publique, qui s'inscrit pleinement dans le respect des droits de l'homme tant apprécié par le Conseil de l'Europe et le Groupe Pompidou.

Nos sociétés sont confrontées à de nombreux défis, que le Groupe Pompidou peut aider à relever. Cet après-midi, lors de la session 2, nous aurons l'occasion de voir des exemples de l'impact du travail du Groupe Pompidou partagés avec vous.

Pompidou au niveau national et nous consacrerons également deux sessions à l'examen de questions clés : l'alignement de nos politiques en matière de drogues et de toxicomanies sur les obligations en matière de droits de l'homme découlant des traités du Conseil de l'Europe et des Nations unies ; et les nouvelles formes de toxicomanie, notamment celles résultant de l'utilisation problématique d'Internet.

Demain, nous adopterons le programme de travail pour les 3 prochaines années (2023-2025), qui mettra en pratique les perspectives créées par l'adoption du nouveau statut et concrétisera les actions, les activités et les produits autour de 4 axes prioritaires : la centralité de la promotion des droits de l'homme dans les politiques en matière de drogues et de dépendances ; la lutte contre les nouvelles formes de dépendance ; la protection des droits des groupes vulnérables et à risque et la réduction du trafic de drogues illicites et du détournement des précurseurs.

Nous adopterons également la déclaration de Lisbonne, qui réaffirme notre attachement aux valeurs et aux principes du Conseil de l'Europe, identifie les défis à relever et énonce les

actions à entreprendre.

que nous entreprendrons, en favorisant les synergies, dans le but de créer un impact significatif sur la société.

Mais avant cela, dans quelques minutes, nous allons élire une nouvelle présidence et une nouvelle vice-présidence pour le Groupe Pompidou. Je remercie l'Italie et la Suisse pour leurs candidatures, et je suis convaincu qu'elles succéderont efficacement au Portugal et à la Pologne pour diriger le Groupe au cours des trois prochaines années.

Pour conclure, je tiens à vous assurer que le Portugal restera fermement engagé à contribuer à la mise en œuvre du futur programme de travail, à poursuivre la mission du Groupe Pompidou et à renforcer sa visibilité et sa pertinence.

Je suis sûr que nous aurons une conférence très fructueuse et j'espère que pendant votre séjour à Lisbonne, vous aurez du temps libre pour profiter de la ville. Je saisis cette occasion pour réitérer l'invitation à dîner ce soir au Palais de la Croix-Rouge et à profiter de moments plus détendus.

Merci de votre attention.

Je remercie le Secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe d'être présent à Lisbonne et je lui donne maintenant la parole.